

Pourquoi nous quittons le Parti S.F.I.O., par S. Broussaudier.

Extrait des Cahiers rouges N° 12 de juin-juillet 1938

Photo ci-dessous

Beaucoup ne comprennent pas, ou feignent de ne pas comprendre. Expliquons-nous donc clairement.

1° La question de la Seine

Cette question a joué un rôle important dans les événements qui nous ont amenés à notre décision, parce que nous étions solidaires de Marceau Pivert et de ses camarades, mais elle avait surtout une valeur d'indication, de symbole en quelque sorte.

En effet, si on laisse de côté la lettre *privée* (et d'ailleurs innocente) de Marceau Pivert, lettre dont l'utilisation suffit à disqualifier la Commission des conflits, nos camarades ont été frappés (d'une suspension sans appel) pour l'envoi d'un tract à *l'intérieur du Parti*, alertant les militants, en vue d'un prochain congrès, sur les dangers de la tentative faite par Léon Blum en mars dernier.

C'est un cas-type de la suppression de la démocratie à l'intérieur du Parti, de l'interdiction de la libre critique. Et cela est déjà d'une importance très grave.

Passons sur certaines... anomalies: des camarades ont été frappés alors qu'ils n'avaient été entendus que comme témoins! Quand on est décidé à empêcher l'expression de certaines idées, on ne s'embarrasse pas de scrupules de ce genre.

Mais la Fédération de la Seine s'étant presque unanimement déclarée d'accord avec son bureau et ayant demandé la suspension des sanctions jusqu'au Congrès, *la Fédération est dissoute vingt-quatre heures après*, sans aucune tentative de conciliation; cas unique dans l'histoire du Parti!

Le but de l'opération est clair: décapiter la G.R. avant le Congrès de Royan, lui enlever 433 mandats qui pourraient, comme cela s'est déjà fait, mettre le Secrétaire général en difficulté.

Et pour être sûr qu'on sera bien débarrassé de ces gêneurs, on ne se contente pas d'exiger, pour entrer dans la nouvelle Fédération, un serment de soumission à la décision de la Commission des conflits, *mais on refuse d'admettre le serment de ceux qui sont connus comme G.R.!*

C'est ce qui permettait à la Fédération de la Haute-Vienne, où il n'y a pas de tendance G.R., de parler, dans sa motion d'une « *volonté d'épuration systématique* » .

On pouvait espérer, après cela, que le Congrès de Royan s'insurgerait contre ces méthodes; mais la bureaucratie avait bien pris ses précautions.

A notre désir de conciliation répondit une volonté réelle de laisser hors du Parti la Fédération de la Seine, dont on fit le procès (et en quels termes!) sans que ses représentants soient admis à se défendre.

Blum se lamenta, mais ne voulut rien faire. Arnol, Lebas, et Paul Faure furent aussi violents que possible, P. Faure reconnut que depuis longtemps il voulait exclure la G.R. La motion de conciliation de la Haute-Vienne et celle du Doubs ne furent même pas mises aux voix, et la motion du Nord, refusant toute mesure d'amnistie, obtint la majorité.

Dès ce moment on pouvait prévoir la suite, d'autant plus que la question avait été nettement posée par Blum sur le terrain politique. Il était évident pour tous que les sanctions disciplinaires n'étaient qu'un prétexte juridique pour se débarrasser d'une opposition politique gênante.

[REPORT THIS ADPRIVACY SETTINGS](#)

2° La question politique

Malgré tout, les délégués de la G.R. participèrent jusqu'au bout aux discussions, pour ne laisser échapper aucune possibilité de redressement du Parti sur le terrain politique.

Certes, nous ne demandions pas au Congrès d'adopter les thèses de la G.R., mais nous lui demandions au moins de renoncer à *toute tentative d'union nationale*, conformément au vœu de la quasi-unanimité du Parti. (La Fédération des Alpes-Maritimes avait, à l'unanimité, voté un ordre du jour dans ce sens, et de nombreuses fédérations en avaient fait autant.)

Or, non seulement Blum voulut à toute force faire approuver ses tentatives de « *Rassemblement national* » ou d' « *unité française* », mais il refusa obstinément de s'engager pour l'avenir ou de laisser poser la question au Congrès; il alla même plus loin dans son discours, déclarant qu'un gouvernement de *Front populaire était impossible*, et que le Parti ne pouvait revenir au pouvoir qu'à la faveur de circonstances exceptionnelles permettant la constitution de ce gouvernement d' « *unité française* » auquel il ne renonçait pas. En attendant, *soutien du gouvernement Daladier* tant que le grand gouvernement d'unité française n'est pas possible.

Et comme si cela n'était pas suffisant, Blum annonça aux délégués, dont beaucoup n'en croyaient pas leurs oreilles, qu'en cas de guerre *le Parti ne refuserait pas d'entrer à nouveau dans l'union sacrée!*

On comprend les félicitations sincères des journaux de droite. Jamais, en effet, le parti socialiste n'avait été aussi « *sage* ». On comprend aussi l'enthousiasme de certains zyromskistes qui soulignent avec complaisance que Blum accepte la plupart des idées de Zyromski en politique extérieure, et en fait accepter, à la majorité du Parti, toutes les conséquences.

Ce qu'on comprend moins, c'est l'étonnement de certains vrais socialistes devant notre attitude. Que leur faut-il de plus? Quand donc auront-ils compris?

3° Les possibilités de redressement

Certains se bercent encore de l'espoir de travailler, à l'intérieur du Parti, au redressement nécessaire. Nous devons leur dire, avec la franchise que nous devons à de bons camarades, que c'est là un espoir complètement illusoire.

Nous avons nous-mêmes lutté, tant que nous avons pu le faire, dans le Parti. Nous avons pu constater que les militants les plus sincères, ou bien s'éloignaient du Parti et abandonnaient toute action, ou bien se laissaient peu à peu endormir et cédaient parfois, eux aussi, au chantage permanent au péril extérieur.

Les réactions spontanées, très vives au moment de la capitulation devant le Sénat, se sont peu à peu émoussées dans le Parti. La tentative « *de Thorez à Reynaud* » avait heurté tout le monde; aujourd'hui, ceux mêmes qui avaient critiqué le « *Front des Français* », formule communiste, acceptent l'« *unité française* », présentée par Blum.

Tous ont pu constater comment la bureaucratie du Parti se débarrassait de ceux qui devenaient gênants. Et tous ont pu constater que la tendance zyromskiste, en dépit d'une opposition de façade et de revendications démagogiques, se rallie, en fait, à la politique de Blum dirigée vers l'union nationale.

Ceux qui voudront défendre le socialisme traditionnel, fondé sur la lutte des classes, à l'intérieur du Parti, seront vite conduits à l'indiscipline ou s'épuiseront en luttes stériles.

Après l'escamotage du Conseil national de mars, notre dernier espoir résidait dans le Congrès de Royan. Ce Congrès a montré que le Parti était incapable de se redresser lui-même, de tirer les leçons de l'expérience, de se dégager de l'emprise de certains « *chefs* ».

Pour nous, la question, est tranchée. Le Parti S.F.I.O., complètement enlisé dans le parlementarisme, est incapable de s'arrêter sur la pente où se sont engagés les autres partis sociaux-démocrates.

C'est un devoir impérieux pour nous de renoncer à toute complicité avec ceux qui entraînent le Parti, et avec lui, une partie de la classe ouvrière, vers la catastrophe, même s'ils ne s'en rendent pas compte.

Nous le faisons avec un grand déchirement de cœur, car nous aimons le Parti, malgré toutes ses fautes. Mais ce qui est le plus grave, ce n'est pas de commettre des fautes, c'est d'être incapable de les reconnaître, c'est d'y persévérer.

4° Les tâches de l'avenir

On a essayé de nous retenir avec une insistance qui ne ressemblait guère à l'attitude qu'on avait eue envers nous dans le passé. Et on nous a dit que nous reviendrions dans trois mois ou dans un an.

Nous reviendrons dès que le Parti S.F.I.O. aura retrouvé son attitude vraiment socialiste, conforme aux principes essentiels de sa charte. Et nous nous gardons bien, par des polémiques acerbes ou des querelles de boutiques, de retarder d'un seul jour l'unification totale du prolétariat sur la base *de la lutte de classe, de l'action révolutionnaire*.

En attendant de pouvoir faire ce que d'autres n'ont pas pu ou pas voulu faire, nous avons une tâche immédiate à laquelle nous ne pouvons pas nous dérober: rallier tous ceux que les événements de ces dernières années avaient découragés et éloignés de l'action, rallier ceux qu'avaient déçus et écœurés les déviations des partis prolétariens, entretenir et ranimer chez eux la flamme révolutionnaire, développer la résistance à l'union nationale et à l'union sacrée.

Nous quittons le Parti socialiste parce que nous sommes socialistes et que nous sommes décidés à le rester.

